Burundi : la CVR satisfaite des "premiers pas" des dépositions des victimes

@rib News, 08/10/2016 - Source Xinhua Les "premiers pas" de la phase du recueil des dépositions des victimes des diverses crises "sanglantes" du Burundi post-indépendant sont satisfaisants, a affirmé Mgr Jean Louis Nahimana, président de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR). Au cours d'une interview accordée samedi à Xinhua pour faire le point sur l'état des lieux au sein de la CVR burundaise, Mgr Nahimana a précisé que trois semaines après le lancement de la phase du recueil des dépositions avec un focus particulier sur les victimes des diverses crises "sanglantes" du Burundi postcolonial, le pas franchi est à saluer dans la mesure où plus d'une vingtaine de personnes ont déjà déposé individuellement leurs témoignages auprès de la CVR.

Les témoignages recueillis, a-t-il ajouté, intègrent aussi les dépositions des présumés auteurs des violations "massives" des droits humains au cours de la période de belligérance armée (juillet 1962-mai 2008). Sur ce, il a félicité les contributions déjà faites par quelques organisations burundaises de la société civile (OSC). Il a cité notamment l'AMEPCI (Association pour la mémoire et la protection de l'humanité contre les crimes internationaux), le collectif des victimes de la crise de 1972, ainsi que d'autres OSC ayant fait l'identification de fosses communes, pour leur disposition à partager leurs témoignages et investigations avec la CVR. "Ces recherches effectuées dans le cadre du processus de justice transitionnelle burundaise intègre la CVR à plus d'un titre ; car, nous ne voudrions pas inventer la roue qui existe déjà, dans la mesure où bien avant la mise en place de la CVR, on recense par ici par là en terre burundaise, des OSC qui ont travaillé en la matière et qui sont disposés à partager le produit des investigations menées en vue d'apporter toute la lumière sur ce passé sanglant", a-t-il fait remarquer. Le fait que la participation à la phase de dépositions ne soit pas encore massive, a-t-il reconnu, montre la nécessité d'enclencher une campagne de mobilisation et de sensibilisation populaire pour accompagner cette phase de la CVR. "Si, actuellement sur le terrain, on ne voit pas encore trop d'enthousiasme de la population burundaise sur cette étape du processus de la CVR, c'est qu'il reste, au niveau de la communication, beaucoup de choses à faire pour susciter une grande adhésion populaire. Sinon, bien avant, pendant une campagne de sensibilisation initiée par la CVR, on a senti que les gens attendent depuis des années que le processus ad hoc se déclenche", a-t-il souligné. Pour que ce processus de la CVR aboutisse à l'ultime objectif assigné de faire éclater toute la vérité sur les "non-dits" pour les diverses crises et d'accoucher la réconciliation inter-burundaise recherchée, a-t-il promis, il est prévu des séances d'évaluation en vue d'ajuster ses diverses phases "sur base des embûches croisées au cours du parcours". "Le poids d'un passé qui ne passe pas encore" au Burundi, pèse sur le processus de la CVR burundaise, a-t-il insisté avant de recommander qu'il ne faut pas faire fi du contexte dans lequel le Burundi se trouve aujourd'hui. "En effet, le Burundi est confronté à beaucoup d'autres défis, qui font que les gens se posent beaucoup d'interrogations qui ont un grand impact du travail de la CVR ; d'abord, il faudrait revoir la stratégie d'approche en faisant la promotion de sensibilisation en amont pour bousculer les éventuelles résistances en allant vers les personnes qui voudraient déposer leurs témoignages, mais qui peuvent avoir des appréhensions par rapport à leur sécurité. Car, le Burundi fait face aujourd'hui à d'énormes défis qui font que les gens ne soient libres", a-t-il renchérit. Pour cela, a-t-il poursuivi, la CVR interpelle chaque citoyen burundais à éviter de s'enfermer dans les sentiers battus ; mais d'user plutôt de beaucoup d'imagination pour que les gens puissent s'ouvrir auprès de cette commission, revêtu d'un caractère incontournable si les burundais veulent mettre fin à leurs cycles de violences. Il a relevé que le recueil complet des dépositions des témoignages sur les diverses crises du Burundi post-indépendant, est attendu dans neuf mois ; le temps nécessaire "maximal" accordé aux diverses équipes de la CVR pour "rassembler les témoignages" en sillonnant les monts et vallées des dix-huit entités provinciales que compte le pays. Mgr Nahimana a tenu à souligner que depuis le 29 juillet dernier, la CVR burundaise a ouvert un espace de "forte communication" entre elle-même et la population, en privilégiant les OSC en tant que corps intermédiaires entre la base et le sommet de la haute hiérarchie gouvernante.